Leçons pour l'entrée en relation et le contrôle de l'origine du patrimoine

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Des signaux d'alerte vus mais restés sans suite

Le point commun des deux affaires est que les signaux d'alerte étaient visibles. Dans l'affaire 1MDB, ils se trouvaient dans les transactions : des paiements très importants d'une entité publique à des sociétés privées sans activité apparente. Dans l'affaire de 2023, ils se trouvaient chez les clients : des personnes arrivées récemment, titulaires de passeports de complaisance, dont les activités déclarées ne pouvaient expliquer de manière plausible leur fortune. En 2025, la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) constata que chacun des neuf établissements qu'elle avait sanctionnés avait failli sur l'origine du patrimoine.

Un signal d'alerte ne sert à rien si l'établissement n'y donne pas suite. Dans bon nombre des défaillances, le chargé de clientèle ou le responsable de la conformité avait remarqué une incohérence, l'avait consignée, puis avait laissé la relation se poursuivre sur la foi d'une explication du client que personne n'avait vérifiée. Les dossiers témoignaient de la diligence. La substance manquait.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Corroboration et plausibilité

L'Inter-Ministerial Committee (comité interministériel) a énoncé trois principes pour le contrôle de l'origine du patrimoine et de l'origine des fonds. Les gardiens devraient obtenir des éléments de corroboration ou procéder à des vérifications indépendantes, sans s'en remettre uniquement à la déclaration du client. Ils devraient apprécier raisonnablement la plausibilité de l'origine du patrimoine du client et documenter cette appréciation. L'étendue des vérifications devrait suivre une approche fondée sur les risques et ne pas entraver indûment les entreprises et les particuliers légitimes.[1]

La plausibilité est le critère décisif. Un banquier à qui l'on explique qu'un client de trente-cinq ans a accumulé deux cents millions de dollars grâce à une entreprise de technologies du jeu en Asie du Sud-Est doit se demander si une telle entreprise peut générer une telle fortune en si peu de temps, et si des sources publiques confirment son existence. La réponse sera rarement certaine. L'important est qu'elle soit motivée et consignée. En mai 2026, selon une allocution de son General Counsel, la MAS a publié de nouvelles orientations sur l'entrée en relation avec les clients de la banque privée, qui demandent aux établissements de concentrer la corroboration sur les sources de patrimoine significatives ou présentant un risque plus élevé.[2] L'objectif est de concentrer les efforts là où se trouve le risque, ce qui protège les clients ordinaires d'exigences excessives tout en soumettant les fortunes inhabituelles à un examen approprié.

Les documents falsifiés et les limites du papier

L'affaire de 2023 a commencé, en partie, par des déclarations portant sur des documents falsifiés remis à des banques pour justifier l'origine des fonds. Les documents sont la monnaie de l'entrée en relation. Un criminel bien doté peut en acheter de convaincants : contrats, factures, déclarations fiscales, comptes audités, lettres d'avocats. Un établissement qui tient les documents pour une preuve sans les confronter à des informations indépendantes sera trompé.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le remède pratique combine plusieurs techniques. Les documents provenant de juridictions étrangères peuvent être vérifiés dans les registres publics, lorsqu'il en existe. Les affirmations relatives à une entreprise peuvent être comparées à son empreinte visible, de son site internet et de ses employés à ses licences réglementaires et à sa couverture médiatique. Les virements reçus sur le compte peuvent être rapprochés de l'origine déclarée. L'essentiel est que chaque information confirme les autres et que les incohérences suscitent de nouvelles questions avant l'ouverture du compte ou l'acceptation des fonds.

Le partage d'informations : COSMIC

L'affaire a aussi montré les limites de ce qu'un établissement isolé peut voir. Les membres du réseau détenaient des comptes auprès de plusieurs banques, dont chacune ne voyait qu'une partie de leur activité. Le 1er avril 2024, la MAS a lancé COSMIC, la plateforme Collaborative Sharing of Money Laundering/Terrorism Financing Information and Cases, avec six banques commerciales : DBS, OCBC, UOB, Standard Chartered, Citibank et HSBC. La plateforme permet aux banques participantes d'échanger de manière sécurisée des informations sur les clients qui présentent plusieurs signaux d'alerte, dès que des seuils définis sont atteints.[3] Elle se concentre sur trois risques : l'utilisation abusive de personnes morales, l'utilisation abusive du financement du négoce et le financement de la prolifération. Sa base juridique est le Financial Services and Markets (Amendment) Act 2023, dont le projet a fait l'objet d'une deuxième lecture le 9 mai 2023, trois mois avant les perquisitions.[4]

COSMIC s'attaque précisément à la fragmentation que le réseau avait exploitée. Un client refusé par une banque parce que l'origine de son patrimoine n'est pas plausible ne peut plus simplement se rendre dans une autre banque et recommencer sans que son historique le suive, du moins entre les banques participantes et pour les risques couverts par la plateforme. La banque privée ne figurait pas parmi les premiers domaines, ce qui explique pourquoi les orientations sur l'entrée en relation restent le principal instrument dans ce segment.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La gouvernance et le chargé de clientèle

Les deux affaires ont également révélé un problème d'incitations. Dans la banque privée, le chargé de clientèle apporte le client, génère les revenus et est souvent rémunéré en fonction des avoirs qu'il attire. La même personne constitue généralement la première ligne de défense contre le blanchiment d'argent : elle doit recueillir les documents, expliquer le patrimoine du client et repérer les transactions inhabituelles. Lorsque le client est important et les explications minces, l'intérêt commercial du banquier et son devoir de vigilance tirent dans des directions opposées.

Les réponses de la MAS ont abordé ce conflit sous deux angles. Les interdictions d'exercer (prohibition orders) de 2016 et 2017 ont montré aux chargés de clientèle qu'ils risquent personnellement leur carrière s'ils ferment les yeux. Les mesures de 2025 sont remontées plus haut dans la hiérarchie, jusqu'aux chefs d'équipe, aux directeurs généraux et aux directeurs des opérations qui avaient laissé le dispositif de contrôle prendre du retard sur la croissance des activités. Une banque qui veut éviter le sort de BSI doit donc concevoir sa rémunération, ses procédures de remontée des alertes et ses structures de comités de sorte qu'un responsable de la conformité puisse refuser un client rentable et être soutenu par la direction lorsqu'il le fait.

La question de la culture traverse aussi le volume consacré à Genève. Son chapitre sur le blanchiment d'argent conclut que les affaires qui ont marqué la place genevoise ont presque toutes révélé une culture où le chiffre d'affaires l'emportait sur le doute.[5] Le bilan singapourien conduit à la même conclusion. Des politiques existaient dans presque tous les établissements sanctionnés par la MAS. Ce qui a fait défaut, c'est la volonté de les appliquer contre l'intérêt commercial du moment.

Liste de contrôle pour les praticiens

- Établir l'origine du patrimoine de chaque client à risque élevé à partir d'informations indépendantes, sans s'en remettre uniquement à la déclaration et aux documents du client.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Tester explicitement la plausibilité : l'activité, l'héritage ou l'investissement déclarés peuvent-ils avoir produit cette fortune en ce laps de temps, et des sources publiques le confirment-elles ?
- Traiter comme des signaux d'alerte cumulatifs les passeports de complaisance, une installation récente, des structures sociétaires sans activité visible et des permis de travail liés à de telles sociétés.
- Vérifier, chaque fois que possible, les documents provenant de juridictions étrangères dans les registres et autres sources indépendantes, les documents falsifiés ayant été une technique centrale de l'affaire de 2023.
- Donner suite à chaque alerte générée par la surveillance des transactions et en documenter l'issue, car huit des neuf établissements sanctionnés en 2025 n'avaient pas examiné les alertes de manière adéquate.
- Après le dépôt d'une déclaration de transaction suspecte, réévaluer rapidement la relation et appliquer des mesures d'atténuation des risques, pouvant aller jusqu'à la rupture.
- Consigner le raisonnement en même temps que le résultat. Un dossier qui montre pourquoi un risque a été accepté protège l'établissement et ses dirigeants.
- Veiller à ce que la direction soutienne les refus de la conformité, y compris pour des clients rentables, puisque les interdictions d'exercer de 2025 ont atteint le directeur général et le directeur des opérations d'une société.

Notes

1. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Proactive Prevention » : les gardiens « should obtain corroborative evidence or conduct independent checks (i.e. not rely solely on the client's declaration) », devraient procéder à « a reasonable assessment on the plausibility of clients' SOW, with proper documentation », et l'étendue des vérifications « should be guided by a risk-based approach, and not unduly hinder legitimate businesses and individuals ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Paul Yuen, General Counsel, Monetary Authority of Singapore, « The Singapore Story: Attracting Capital, Enabling Enterprise, Sustaining Trust », discours d'ouverture, 28 octobre 2026 (mas.gov.sg), cité au chapitre E.I ; les orientations de mai 2026 elles-mêmes n'ont pas été consultées pour ce chapitre. ↩
3. Monetary Authority of Singapore, « COSMIC » (mas.gov.sg/regulation/anti-money-laundering/cosmic, consulté en novembre 2026) : COSMIC lancée « On 1st April 2024 » avec six banques commerciales, DBS, OCBC, UOB, SCB, Citibank et HSBC, permettant l'échange sécurisé d'informations sur les clients présentant plusieurs signaux d'alerte lorsque des seuils fixés sont atteints. ↩
4. Monetary Authority of Singapore, « COSMIC » (consulté en novembre 2026) : priorité donnée à « Misuse of legal persons », « Misuse of trade finance for illicit purposes » et « Proliferation financing » ; base juridique dans le Financial Services and Markets (Amendment) Act 2023, deuxième lecture du projet le 9 mai 2023. ↩
5. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre IV, section « La formation et la culture de conformité » : les affaires décrites « ont presque toutes révélé une culture où le chiffre d'affaires l'emportait sur le doute » ; les sanctions de la FINMA visent désormais la gouvernance et la direction. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.